

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 LILLE

LILLE, le 28/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

IMERYS TC

Route de Wahagnies

59133 Phalempin

Références : Inspection du 21/03/2023
Code AIOT : 0007001209

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/03/2023 dans l'établissement IMERYS TC implanté Route de Wahagnies 59133 Phalempin. L'inspection a été annoncée le 24/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles 2023 de la DREAL Hauts-de-France. Cette visite a été annoncée à l'exploitant par courriel du 24/02/2023

Elle porte sur :

- les mesures de prévention des risques technologiques (article 7 de l'arrêté préfectoral du 29/04/2009)

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IMERYS TC
- Route de Wahagnies 59133 Phalempin
- Code AIOT : 0007001209
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

Edilians, dont le siège social est basé à Dardilly (69570), appartenait initialement au groupe Imerys, sous le nom Imerys Toiture. La cession a eu lieu en octobre 2018, et la société Edilians est désormais un acteur à vocation européenne centré sur les solutions de la toiture et de la façade.

L'établissement de Phalempin est une usine de fabrication de tuiles plates à partir d'argile et de sables. Il emploie 40 personnes et produit autour de 40 000t annuelles de tuiles en terre cuite.

Le site est régulièrement autorisé pour le travail de l'argile et la fabrication de céramiques et réfractaires par arrêté préfectoral du 29 avril 2009 complété par l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 juillet 2021.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les mesures de prévention des risques technologiques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|---|--|-------------------|
| 1 | Inventaire des substances dangereuses présentes dans l'établissement | Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 7.2.1 | / | Sans objet |
| 2 | Zonage des dangers internes à l'établissement | Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 7.2.2 | / | Sans objet |
| 3 | Désenfumage | Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 7.3.2.4 | / | Sans objet |
| 4 | Installations électriques | Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 7.3.3 | / | Sans objet |
| 6 | Formation du personnel | Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 7.4.4 | / | Sans objet |
| 7 | Système d'alarme et de mise en sécurité des installations | Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 7.5.4 | / | Sans objet |
| 9 | Ressource en eau et mousse | Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 7.7.4 | / | Sans objet |
| 10 | Consignes de sécurité | Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 7.7.5 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection, il a été constaté que l'exploitant répondait de manière conforme aux prescriptions contrôlées de l'arrêté préfectoral du 29/04/2009.

Pour autant ce dernier est tenu de compléter son plan de localisation des risques par une description de la nature des risques des zones dangereuses concernées identifiées et de fournir son plan réactualisé dans le délai d'un mois suivant la date de notification du présent rapport. L'inspection a également constaté le dysfonctionnement d'un dispositif de désenfumage dans le bâtiment de stockage et de préparation des argiles. Ce dysfonctionnement n'entraîne pas de situation dangereuse car :

- il ne concerne qu'un seul dispositif (les 12 autres ouvrants sont état de marche);

- le bâtiment concerné par le dysfonctionnement stocke une petite quantité de matière inflammable (la majeure partie du stock est constitué d'argile);
- l'exploitant s'est engagé à réaliser le changement du dispositif dès le mois d'Avril 2023 (il a présenté plusieurs devis allant dans ce sens).

L'exploitant transmettra néanmoins à l'inspection la preuve de la réalisation des travaux de mise en conformité (facture détaillant les travaux effectués par le prestataire) dans le délai d'un mois suivant la date de notification du présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Inventaire des substances dangereuses présentes dans l'établissement

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 7.2.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques accidentels |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données sécurité prévues par l'article R231-53 du code du travail. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en oeuvre dans les installations considérées sont précisées dans ces documents. L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour.</p> |
| <p>Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection son inventaire des produits dangereux présents sur son site. Cet inventaire a été réactualisé par ce mois de mars 2023. Les produits présents sur le site sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le baryum : 30 tonnes ; - le pétrole : 6 tonnes ; - les acides gras : 5 tonnes ; - le GNR : 2800 litres. <p>La visite d'inspection a permis de constater que les incompatibilités entre les substances ainsi que les risques pouvant découler de la manipulation et mise en oeuvre des produits dangereux étaient décrits et détaillés dans les différentes fiches de données et de sécurité (FDS) inhérentes aux produits.</p> <p>Les emplacements des substances dangereuses étaient localisés au niveau du plan de zonage des dangers présentés par l'exploitant.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : Zonage des dangers internes à l'établissement

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 7.2.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques accidentels |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc..) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent. |
| Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection son plan de zonage des dangers. L'inspection a pu se rendre compte que l'ensemble des substances dangereuses et des moyens d'extinction étaient bien identifiés sur le plan. Lors de la visite terrain, l'inspection a pu vérifier que les consignes de sécurité à observer étaient indiquées à l'entrée de chaque zone dangereuse. Néanmoins, un élément ne figure pas sur le plan de localisation : la nature exacte du risque. L'inspection a demandé à l'exploitant de compléter son plan de zonage des risques par la nature exacte du risque présent au droit de chaque zone de danger. |
| Observations : L'exploitant devra compléter son plan de zonage par la description de la nature exacte du risque identifié au droit de chaque zone de danger. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : Désenfumage

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 7.3.2.4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques accidentels |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux doivent être équipés en partie haute d'exutoires de fumées, gaz de combustion et chaleur dégagée en cas d'incendie, judicieusement répartis à raison de 2% de la surface au sol. Des dispositifs représentant 0,5% de la surface au sol doivent être à commande automatique et manuelle, les commandes manuelles doivent être situées à proximité des issues accessibles au sol. Ces exutoires sont régulièrement vérifiés et entretenus (1 fois par an minimum).</p> <p>Constats : Pour son bâtiment de préparation, dans lequel sont stockés tous ses produits inflammables, l'exploitant a évalué une surface de toiture de 2500 m². L'inspection a pu constater sur le terrain que l'exploitant disposait de 13 dispositifs de désenfumage à commande automatique et manuelle. La superficie moyenne d'un exutoire de fumées étant de 2 m², la surface des dispositifs est de 26 m² ce qui représente plus de 0,5 % de la surface au sol ($26 \times 100 / 2500 = 1,04\%$).</p> <p>En plus des 13 exutoires, l'exploitant dispose de 100 m² de surface fusible faisant office d'exutoire de fumées. Cette surface de 126 m² est supérieur au 2% de la surface au sol réglementée.</p> <p>En outre l'exploitant a présenté son dernier rapport de vérification réalisé le 03/02/2023 par l'organisme de contrôle LST (rapport n°4179024-2). Le rapport mentionne le dysfonctionnement d'un exutoire (qui ne s'ouvre pas) sur les 13 contrôlés. L'exploitant a prévu de changer cet exutoire pour le début du mois d'avril 2023. Il a présenté les devis réalisés auprès des entreprises spécialisées.</p> <p>Afin de démontrer la régularisation de cette non-conformité, l'exploitant fournira courant avril 2023, la facture de réalisation des travaux.</p> |
| Observations : L'exploitant fournira à l'inspection la facture de réalisation des travaux, lorsque l'exutoire de désenfumage défectueux aura été remplacé. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 4 : Installations électriques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 7.3.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques accidentels |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport . L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. |
| Constats : L'exploitant a fourni son dernier rapport de vérification de ses installations réalisé le 02/05/2022 par l'organisme de contrôle Bureau Veritas (rapport n°85.49336/1.5.1.p). 3 non conformités sont signalées dans le rapport : <ul style="list-style-type: none">- fixer l'interrupteur du TGBT ;- fixer un appareil d'éclairage dans la salle de contrôle des séchoirs ;- remplacer un interrupteur détérioré dans la zone de tri des tuiles; L'exploitant a levé ces non conformités en réalisant des travaux de mise au norme sur ces points le 08/12/2022 par la société DEAI. L'exploitant a présenté la facture (facture n°353415) réglée à l'entreprise DEAI. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 6 : Formation du personnel

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 7.4.4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques accidentels |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incident et, sur la mise en oeuvre des moyens d'intervention. |
| Constats : L'inspection a pu constater que : <ul style="list-style-type: none">- l'ensemble du personnel a reçu en septembre 2022 une formation sur le maniement des extincteurs et des moyens de lutte contre l'incendie (38 personnes concernées).- le personnel chargé de la maintenance a également reçu une formation plus spécifique en décembre 2022 sur les installations électriques et les moyens de transport des matériaux (15 personnes concernées par cette formation). |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 7 : Système d'alarme et de mise en sécurité des installations

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 7.5.4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques accidentels |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Des dispositions sont prises pour permettre en cas de dépassement de seuils critiques préétablis, d'alarmer le personnel de surveillance de tout incident et de mettre en sécurité les installations susceptibles d'engendrer des conséquences graves pour le voisinage et l'environnement. Les dispositions utilisées à cet effet sont indépendantes des systèmes de conduite. Toute disposition contraire doit être justifiée et faire l'objet de mesures compensatoires. Les systèmes de mise en sécurité des installations sont à sécurité positive. Les actions déclenchées par le système de sécurité ne doivent pas pouvoir être annulées ou rendues inopérantes par action simple sur le système de conduite ou les organes concourants à la mise en sécurité, sans procédure préalablement définie. |
| Constats : Le site ne dispose pas de système d'alarme incendie car le personnel est présent 24h/24 sur les lieux de production. En revanche le site dispose d'un système automatique de mise en sécurité des installations. Ce système ne peut être annulé ou rendu inopérant par simple action du personnel. Ce système est installé dans le local de surveillance, il se déclenche en cas de défaut détecté sur les brûleurs des fours ou des séchoirs. Le déclenchement de la mise en sécurité entraîne une coupure générale de l'alimentation en gaz sur l'unité de fabrication, la mise en action d'une alarme sonore ainsi que la transmission de messages d'alerte sur les téléphones portables des personnels en charge de la surveillance. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 7.7.4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques accidentels |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un réseau fixe d'eau d'incendie protégé contre le gel et alimenté par le réseau public, ce réseau comprend au moins deux hydrants pouvant fournir chacun 60 m³/h sur deux heures. - des extincteurs en nombre et en quantité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets, - des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles. <p>Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente.</p> |
| <p>Constats : L'exploitant dispose de deux hydrants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un hydrant situé sur le site d'un débit de 60 m³/h sur deux heures ; - Un hydrant situé sur le domaine public a proximité du site d'un débit de 83 m³/h sur deux heures. <p>Le débit simultané de ces deux hydrants a été contrôlé le 08/12/2022.</p> <p>L'exploitant dispose également de 76 extincteurs (21 à eau, 33 à poudres et 22 en CO₂) répartis sur le site et adaptés aux risques à défendre. La pertinence de leur emplacement a été vérifiée lors de la visite du site par l'inspection. L'exploitant dispose également de réserves de sable meuble réparties dans les zones susceptibles d'être à l'origine d'incendies.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 10 : Consignes de sécurité

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 7.7.5 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques accidentels |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ces consignes sont tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction d'apporter du feu sous quelque forme dans les parties de l'installation qui en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en oeuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation, - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux,) - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel, - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie, |
| <p>Constats : Les consignes de sécurité sont tenues à jour et affichées dans le couloir d'accès à l'usine ainsi qu'au tableau d'informations générales situé à l'entrée des locaux. L'inspection a pu contrôler que les consignes comportaient les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les procédures d'alerte et de mise en sécurité de l'installation ; - les mesures à prendre en cas de fuite accidentelle sur un récipient ou au niveau d'une canalisation ; - les moyens d'extinction à utiliser ainsi que les consignes de sécurité à appliquer en cas d'incendie. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |